

Tribune

Génocide des Tutsi : « La seule chose que l'on puisse offrir aux Rwandais, c'est la vérité sur cette terrible tragédie dont la France a été partie prenante »

Aurélien Rousseau

Le Monde, 2 juin 2026

A l'occasion de la commémoration du génocide survenu en 1994, le député Aurélien Rousseau, président du groupe d'amitié France-Rwanda, appelle, dans une tribune au « Monde », à prendre pleinement la mesure des responsabilités de la France et à accompagner un nécessaire travail de mémoire.

En quelques semaines, 1 million de Tutsi ont été massacrés au Rwanda. C'était en 1994, il y a trente-deux ans. Ce génocide, aboutissement d'une idéologie dont toutes les racines ne sont pas encore mortes, a été observé de loin, quand on n'a tout simplement pas refusé de le voir à l'époque. Ce sont les faits. Bruts, froids, terrifiants, incontestables : 1 million de morts en quelques semaines. Mardi 2 juin, un monument à la mémoire des victimes sera inauguré à Paris par les présidents rwandais, Paul Kagame, et français, Emmanuel Macron. Il était temps, car la violence du mensonge maintient la plaie ouverte. Au-

jourd'hui, de nombreuses forces, dans une improbable alliance, tentent d'imposer un autre récit et d'intimider ceux qui défendent la vérité.

En France comme ailleurs, des thèses inacceptables s'installent. Certaines d'entre elles, ouvertement négationnistes, finissent devant la justice, comme cela a été le cas pour le journaliste Charles Onana et son éditeur Damien Serieyx [*des Editions du Toucan*], condamnés en décembre 2024 par la 17^e chambre correctionnelle du tribunal judiciaire de Paris. D'autres sont plus insidieuses. Il a fallu la mobilisation des associations de défense de la mémoire du génocide pour aboutir à l'annulation d'un concert, en mars 2025 à Paris, tant le vocabulaire de l'inégalité ethnique et de la violence imprégnait les prises de position des artistes invités.

L'exploitation politique est aussi l'une des faces de cette offensive, par exemple lorsque La France insoumise reprenait, en mars 2025,

dans une proposition de résolution européenne, l'immonde thèse des « *génocidés devenus génocidaires* » pour condamner la situation dramatique dans l'est de la République démocratique du Congo et mettre en cause les autorités rwandaises.

Actes essentiels

Et puis, n'oublions pas que, sur notre sol comme en Belgique, de nombreux instigateurs ou responsables du génocide n'ont toujours pas été jugés. Agathe Habyarimana [*première dame du Rwanda de 1973 à 1994*], qui fut au cœur du système génocidaire, se trouve toujours en France, où elle a été exfiltrée après l'assassinat de son mari [*Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994*]. Il a fallu une décision de la cour d'appel de Paris, au début du mois de mai, pour que soient relancées les investigations sur son rôle dans le génocide, après un premier non-lieu indéfendable. Non, la page n'est définitivement pas tournée.

Pourtant, comme à chaque évocation de cette tragédie et de la nécessité de la regarder droit dans les yeux, la même petite musique revient. Dès qu'il s'agit de mentionner des pages grises de notre histoire, on entend ceux, en particulier à droite et à l'extrême droite, qui voient là un discours contre notre pays et sa grandeur. Comme si la vérité menait toujours à la flagellation. Comme si tout travail de mémoire était nécessairement une forme de repentance. Comment le dire simplement ? Tout cela est dérisoire, et totalement autocentré sur notre expérience de cet événement. Eclairer les mécanismes par les-

quels le génocide a été rendu possible n'est pas un sujet de politique intérieure française qui ne viserait qu'à salir la mémoire des dirigeants de l'époque, voire de nos armées.

Ne serait-ce pas, d'ailleurs, une part de ce racisme sous-jacent qui fait que certains voient encore dans cette tragédie une sorte de conflit ancestral entre Africains ? Car, oui, cette manière de voir reste bien présente et marque le refus d'analyser le rôle majeur des constructions coloniales depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à l'attitude des puissances occidentales à l'approche et pendant ces terribles journées, d'avril à juillet 1994.



Emmanuel Macron et son homologue rwandais, Paul Kagame, à Villers-Cotterêts (Aisne), le 4 octobre 2024. LUDOVIC MARIN/AFP

Le Rwanda est une nation qui compte aujourd'hui presque 15 millions d'habitants et qui se construit sur un traumatisme ayant eu lieu il y a à peine une trentaine d'années. Et nous, nous trouverions blessant d'y revenir, de mettre des mots sur nos erreurs et sur nos fautes ? Se taire, ce serait ajouter un cra-

chat au visage de cette nation. Car pour qui s'y intéresse un tant soit peu, il faut mesurer ce que cette politique de réconciliation a pu coûter et coûte encore aux victimes, qui ont dû accueillir les bourreaux pour reconstruire un pays. Le génocide est dans la conscience, l'histoire, la mémoire de chaque Rwandais. Chaque jour, chaque heure. Et nous, nous mettrions en balance notre gêne pour ne plus en parler ?

Alors, disons-le simplement, la seule chose que l'on puisse offrir, c'est la vérité. La vérité sur ce qui a été fait ; la vérité sur cette terrible tragédie dont nous avons été partie prenante. Il faudra un jour qu'on arrive à faire la part entre la vérité et la flagellation. Un pays se grandit en disant la vérité. Surtout, c'est la seule chose qu'il peut offrir à la nation victime d'une telle tragédie. Il y a cinq ans, Emmanuel Macron a eu des mots forts à Kigali – sans doute parmi les actes essentiels depuis

son élection à la présidence, en 2017. Il a parlé de la France et a donné au Rwanda la seule réparation qui pouvait lui être offerte : la reconnaissance du rôle et des responsabilités de notre pays.

Parce que certains, précisément, n'ont pas accepté que soit dite à haute voix cette réalité, fondée sur la connaissance de l'histoire, les propos d'Emmanuel Macron à Paris seront donc à nouveau essentiels. Il s'agit de ne pas céder et de continuer à dire la vérité. Des mots. Simplement des mots ? Oui. Des mots pour se délester définitivement d'une chape de silence qui a tant pesé sur nos deux nations, et pour construire notre histoire commune à venir.

Aurélien Rousseau est député (Place publique) des Yvelines, ancien ministre de la santé et de la prévention, et président du groupe d'amitié France-Rwanda à l'Assemblée nationale.